

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

**LE MINISTRE DES TECHNOLOGIES NOUVELLES ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA FORÊT POUR LA RÉGION WALLONNE**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982, fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982, portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif wallon, notamment l'article 8 ;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974, 12 juillet 1976, 28 juillet 1976, 22 décembre 1977, 28 juin 1978 et 10 août 1978, notamment l'article 17 ;

Vu le plan particulier d'aménagement n° 5 du quartier dit Mallavée de la ville de Charleroi (Jumet), accompagné d'un plan d'expropriation, adoptés définitivement par le conseil communal par délibération du 3 mars 1980 ;

Vu le dossier annexé à cette délibération, constatant que les formalités prescrites par les articles 21 et 28 de la loi précitée ont été remplies ;

Vu l'avis réputé favorable de la Commission consultative pour l'aménagement de l'agglomération de Charleroi, faute pour celle-ci de s'être prononcée dans le délai fixé par l'article 23 de la loi du 29 mars 1962, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974, 12 juillet 1976, 28 juillet 1976, 22 décembre 1977, 28 juin 1978 et 10 août 1978 ;

Vu l'avis réputé favorable de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut, faute pour celle-ci de s'être prononcée dans le délai fixé par l'article 23 de la loi du 29 mars 1962, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974, 12 juillet 1976, 28 juillet 1976, 22 décembre 1977, 28 juin 1978 et 10 août 1978 ;

Vu l'avis de la commission d'experts instituée par l'article 29 de la loi du 29 mars 1962 modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974, 12 juillet 1976, 28 juillet 1976, 22 décembre 1977, 28 juin 1978 et 10 août 1978 ;

Considérant qu'une réclamation déposée lors de l'enquête publique doit être rencontrée ;

ARRETE :

Article 1er. - Le plan particulier d'aménagement n° 5 ci-annexé, du quartier dit Mallavée de la ville de Charleroi (Jumet) accompagné d'un plan d'expropriation est approuvé, à l'exclusion de la partie entourée d'un liseré violet.

Article 2. - Il y a utilité publique à exproprier les immeubles figurés au plan d'expropriation ci-annexé.

Fait à Bruxelles

, le 10 mars 1982


M. WATHELET.